



Parlons-en 1^{er} juillet

Un lieu de parole et de débat rassemblant les précaires, les associations spécialisées, les institutions et des citoyens



Bienvenue aux nouveaux !

Une trentaine de participants ont répondu présents aujourd'hui, dont Olivier Noblecourt, élu de la ville de Grenoble à l'action sociale, qui a assuré les participants de son intérêt pour le Parlons-en et de sa participation future, « *aussi souvent que possible* », se défendant d'une participation isolée qui n'aurait qu'un but démagogique. Nous accueillons aussi Patrice Doat, directeur du laboratoire « CRATerre », de l'école d'architecture de Grenoble, venu discuter avec nous de l'idée d'un projet d'auto-construction pour les précaires. Bienvenue également aux nouveaux « *on m'a tellement parlé de ce Parlons-en, des gens qui sont contents d'être là... J'étais curieuse de voir ce qui s'y passait alors je suis venue voir.* »

C'est l'occasion de rappeler quelques principes de base de ce lieu : l'objet du Parlons-en est de donner l'occasion à des gens qui ont rarement la parole de la prendre. C'est un lieu de parole mais aussi d'écoute et de respect, on peut tout dire sauf des attaques personnelles ou des insultes. L'enjeu, c'est de mettre autour de la table des questions mais aussi de chercher ensemble des réponses à ces questions, pour voir comment on peut changer les situations vécues.

Retour sur le Parlons-en précédent

Dans le dernier compte-rendu, nous avons oublié de vous faire part d'un message de Messaouda qui lui tenait à cœur : un grand merci à toutes les associations et toutes les personnes de la rue qui sont venues la soutenir à l'enterrement de son conjoint, Francis... toutes nos sincères excuses pour cet oubli. « À quoi ça sert de faire des comptes-rendus si vous n'y mettez pas la parole des gens ? Vous racontez ce que vous voulez, vous ne prenez que ce qui vous intéresse ! » Cet incident nous a montré que le compte-rendu est envisagé comme un outil de communication envers les associations et les institutions, et le Parlons-en comme un lieu où l'on peut être entendu. « Plutôt que d'adresser un mail aux associations, j'ai préféré remercier tout le monde au sein du Parlons-en, c'était encore plus fort. »

Toumoi de foot inter-précarité à Toulon : l'équipe grenobloise du Fournil est arrivée 5^e sur 19 ! Les sportifs en ont aussi profité pour visiter la région, notamment l'île de Porquerolles. La participation au tournoi a été rendue possible par les subventions du Conseil Général (1000 euros) et de la fondation Abbé Pierre (3000 euros). L'année prochaine, on pourrait s'organiser pour qu'il y ait aussi une équipe de filles, ou une équipe mixte.



Les actualités de la rue :

Les morts de la rue, c'est aussi en été

Lourd tribut : depuis le 15 mai, il y a eu 8 morts de la rue, dont un jeune de 18 ans la semaine dernière. À la rue, il y a des gens qui crèvent et pas seulement en hiver, on n'en parle pas assez. Un collectif s'est monté en région parisienne, le « collectif des morts de la rue », pour montrer la souffrance et la réalité sociale qu'il y a derrière ces décès. Il faut aussi travailler la question de la dignité à la fin de vie. La Ville de Grenoble est en discussion avec le cimetière municipal à ce sujet.

Le 115

Plusieurs participants expriment un ressentiment vis-à-vis du 115 : « on n'arrête pas de nous dire d'appeler le 115, mais c'est où le 115 ? Au CAM (centre d'accueil municipal), ils n'en ont rien à faire de nous. On se fait tout le temps refouler. Ils captent nos numéros de portables, et au bout de 3 ou 4 fois ils ne nous répondent plus. »

Le 115 est un numéro vert gratuit, national. Il permet d'alerter les services d'hébergement d'urgence lorsqu'un homme ou une femme dort dehors. C'est un système de veille sociale qui répond aux appels des particuliers mais aussi des

travailleurs sociaux présents sur le terrain. Dans l'agglomération grenobloise, il est géré la journée par l'association relais Ozanam, et la nuit et les week-ends par le CAM. Le rôle des personnels ou bénévoles qui répondent au téléphone est de se rendre sur le terrain afin de se renseigner sur l'état de la personne et de la guider vers un hébergement d'urgence ou vers l'hôpital après avis de SOS Médecin.

Mais à Grenoble, il y a un réel problème de place dans les hébergements d'urgence qui sont saturés, notamment depuis la régionalisation de la demande d'asile il y a un an, qui a produit une augmentation des demandes sur Grenoble et sur Lyon. Ce qui complique encore les choses, c'est que l'Etat n'assure pas ses devoirs vis-à-vis des demandeurs d'asile qui ont droit à une place en CADA (centre d'accueil de demandeurs d'asile) en attendant la réponse à leur demande. Depuis des années, l'Etat ne crée pas de places de CADA, et l'argent prévu à cet effet paye les dispositifs hivernaux. Des familles roms arrivent avec des enfants en bas âge, et la consigne donnée est de privilégier les enfants en bas âge. Cela provoque parfois un sentiment de colère ou d'incompréhension chez les grenoblois qui sont à la rue.

Il serait intéressant organiser une rencontre Parlons-en sur les difficultés liées à l'hébergement d'urgence, avec le CAM, la préfecture, la Ville de Grenoble, l'association Relais Ozanam, et les Roms.

La restauration à domicile

Pour ceux qui ne peuvent pas se rendre dans un accueil de jour pour le repas, la Ville de Grenoble met en place, avec la restauration à domicile, un portage de repas, cela coûte moins de 5 euros. Mais certains ne peuvent pas se le permettre. Pour ceux-là, il existe normalement des aides sociales facultatives, mais elles sont peu utilisées à Grenoble, malgré les efforts réalisés pour réduire au maximum les délais d'attribution. *« C'est typiquement le genre de problème pour lequel le Parlons-en peut être utile, témoigne Olivier Noblecourt, je vais en prendre note et voir ce qu'on peut faire. »*

Un projet d'auto-construction pour les SDF



Patrice DOAT, du laboratoire « CRATerre » de l'Ecole d'architecture de Grenoble, est avec nous aujourd'hui pour envisager les possibilités d'un tel projet.

Bilan des expériences précédentes

Plusieurs expériences ont déjà été réalisées à Grenoble : une première sur le terrain du Passage. C'était un bâtiment type cabane en bois, remplie de terre crue. L'idée était d'en faire un chantier participatif, auxquels les précaires puissent être associés. Tout le monde était enthousiaste, mais l'ambition a excédé les capacités, notamment à cause des normes de sécurité qui sont drastiques en France. Le budget a atteint des sommes mirobolantes (entre 800 000 et 1 million d'euros pour seulement 20 places), on était à l'opposé du but recherché ... *« et on n'a plus vu les SDF ! »*. *« En France, on ne sait pas*



construire très peu cher. C'est plus facile à l'étranger». Vu les sommes en jeu, les institutions ont demandé à avoir un interlocuteur unique alors que le projet était collectif. L'autre problème était que ces constructions n'étaient ni durables ni amovibles. Un ancien utilisateur nous confirme qu'on y est bien, même en hiver et que ce projet reste une bonne solution. Le passage a été pérennisé, c'est devenu La Place.

Suite à cette première expérience, la mairie a fait une autre commande : l'idée était de construire des formes légères et amovibles sur les friches, afin de pouvoir les déplacer lorsque le terrain serait réapproprié. Mais la contrainte de construction en amovible a alourdi encore le budget.

Une relance du projet ?

Peut-on dire ce qu'il faudrait pour relancer le projet ? Il est aujourd'hui difficile de résoudre les paradoxes en face desquels on se trouve en matière d'habitat hyper-économique. On pourrait monter un groupe de travail là-dessus, à côté du Parlons-en, pour voir si le projet est viable.

Une habitante de la rue : *« C'était une bonne idée d'associer les SDF à la construction. Si, au lieu de laisser les gens dehors à faire la manche, on leur proposait des formations à des métiers, sans leur promettre qu'il y a de l'argent derrière, ce serait plus intéressant pour tout le monde. »*

Les rendez-vous

Une présentation de la pièce de théâtre « l'errance est immobile », sur l'errance des femmes, co-réalisée avec l'association Femmes SDF, a eu lieu dans le cadre du Forum Libération.

La Marche contre la pauvreté et pour la dignité est partie ce matin de Fontaine. Tous ceux qui le veulent sont invités à rejoindre la marche après le Parlons-en.

Il n'y aura pas de Parlons-en en août, rendez-vous donc le 2 septembre au centre social Vieux Temple, et bon été à tous !



Ce compte-rendu n'engage que son auteur, « arpenteurs », et les opinions qui y sont exprimées ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant la position officielle de l'Union européenne.

